

**L'empire à la fin du Moyen Âge :
idées pour une déconstruction**

par Éloïse Adde et Michel Margue

Reti Medievali Rivista, 24, 2 (2023)

<<http://www.retimedievali.it>>



**Linguaggi dell'imperialità
nell'Italia del tardo medioevo**

a cura di Pietro Silanos e Gian Maria Varanini

Firenze University Press



L'empire à la fin du Moyen Âge : idées pour une déconstruction

par Éloïse Adde et Michel Margue

Les études rassemblées dans le volume *Emperors and Imperial discourse in Italy, c. 1300-1500*, édité par Anne Huijbers, suggèrent une articulation de la perception et de la présence réelle de l'empire médiéval à la fin du Moyen Âge dans différentes régions d'Europe, au sud et au nord des Alpes.

The studies collected in the volume *Emperors and Imperial discourse in Italy, c. 1300-1500*, edited by Anne Huijbers, suggest an articulation of the perception and actual presence of the late medieval empire in different regions of Europe, south and north of the Alps.

Moyen Âge, XIV-XV siècles, Empire, Italy, humanisme, discours politique, Bohémie.

Middle Ages, 14th-15th centuries, Empire, Italy, humanism, political discourse, Bohemia.

L'Empire (et les grands pouvoirs universels) serait en perte de vitesse à la fin du Moyen Âge du fait de l'affirmation des différents États (et nations) qui le composent. Dans ce contexte, l'Italie aurait définitivement échappé à l'influence d'un Empire de plus en plus centré sur son centre germanique (conformément à la construction nationale des entités politiques). D'ailleurs, l'humanisme, inspiré des classiques et l'idée de *res publica*, aurait été en opposition avec la nature même de l'empire. Telles sont les idées reçues, bien ancrées, que le volume dirigé par Anne Huijbers entend déconstruire pour proposer une lecture plus nuancée et appropriée des rapports entre l'Empire et l'humanisme italien à la fin du Moyen Âge.

Fruit d'un colloque organisé en novembre 2018 à Rome dans les locaux (et avec le soutien de) l'Institut néerlandais et édité aux Publications de l'École française de Rome, *Emperors and imperial discourse in Italy (1300-1500)* situe sa réflexion dans le champ de l'histoire des idées et plus précisément de la théorie politique à la fin du Moyen Âge en se concentrant sur les discours impériaux dans les écrits d'historiens, d'humanistes et dans une moindre mesure de juristes et de notaires italiens. L'approche est donc globale et vise la culture politique au sens le plus large possible.

En s'ouvrant sur le cliché de l'éloignement de l'Italie par rapport à l'Empire

après la mort de Frédéric I^{er} Barberousse, l'introduction de l'éditrice donne le ton : ce sont les idées reçues qui seront passées au crible dans ce volume, mais le but est de restituer au plus près la culture politique de l'Italie des XIV^e et XV^e siècles. La déconstruction des associations contre-productives n'est donc pas gratuite mais doit permettre de refonder l'analyse des liens entre Empire et Italie, entre idée impériale et humanisme. D'ailleurs, dans son bref aperçu historiographique, l'éditrice souligne qu'avec les travaux de Cary Nedermann (1993) et surtout Alexander Lee (2018), ces liens avaient déjà bien été démontrés. Suit un article introductif dans lequel Len Scales montre, non seulement que les rapports entre Italie et Empire ne se sont pas relâchés, mais qu'ils se seraient même intensifiés, au XIV^e siècle. Comme il l'indique, ces rapports se sont simplement reconfigurés à la faveur de la transformation de la société en général. Si les empereurs ne cherchaient plus à exercer une "véritable domination" en Italie, ils continuaient à légitimer et à déléguer le pouvoir politique en Italie. Le pays constituait en effet une source importable de revenus et de prestige / légitimation politique.

Le volume est alors organisé en trois parties. La première, *Imperium and res publica: conflict or harmony?*, explore les significations et usages des termes *imperium* et *res publica* sous la plume de figures du XIV^e siècle comme Cola di Renzo et Fazio degli Uberti. Cette partie aborde donc le paradoxe apparent (et superficiel) entre les deux notions pour montrer que les empereurs étaient souvent thématiques en défenseurs de la *res publica* et du *bien commun*. Carole Mabboux se concentre sur la notion de *res publica* et montre que le terme, mobilisé dans des textes communaux comme pro-impériaux, renvoyait à une exigence morale et non pas à un régime d'État en particulier. Anna Modigliani explique quant à elle que Cola di Rienzo n'entendait en rien faire revivre le passé républicain de Rome lorsqu'il mobilisait le concept de *res publica*, mais espérait par ses écrits parvenir à ramener l'Empire à Rome tout en adoptant de plus en plus nettement la posture de sa propre investiture impériale. Juan Carlos D'Amico examine un long poème écrit en langue vernaculaire dans lequel l'auteur, Fazio degli Uberti, révère le modèle traditionnel d'un monde gouverné par les deux pouvoirs universels. Les différentes contributions montrent que la figure de l'empereur était convoquée pour la défense des libertés locales et que l'idée d'empire n'était donc en rien antithétique avec les libertés locales et les aspirations des villes italiennes à se gouverner elles-mêmes.

La deuxième partie, *The imperial discourse of jurists and humanists*, démontre l'engagement des humanistes italiens aux côtés de l'empereur. Daniela Rando souligne le rôle de l'université comme lieu de communication politique et de production et de diffusion d'un 'discours impérial'. Veronika Proske revient sur le rôle de Rome et du couronnement impérial comme puissant instrument d'autoreprésentation et de légitimation, tant pour l'empereur que pour le pape. Riccardo Pallotti s'intéresse aux relations entre Frédéric III et l'Italie et concentre sa réflexion sur les sermons prononcés en son honneur, arguant que ces textes confirment l'acceptation du rôle idéologique et univer-

saliste de l'Empire dans l'Italie de la Renaissance. Loin de décroître, le rôle de l'Empire est bien réel, les humanistes œuvrant à renforcer le mythe impérial au XV^e siècle à l'aide des motifs classiques à la mode.

La troisième partie, *The historiography of empire*, revient sur l'idée du déclin des chroniques universelles et montre au contraire la popularité d'écrits historiques dédiés à l'histoire de l'Empire dans la péninsule italienne. Heike Johanna Mierau s'intéresse à travers l'analyse de la réception de la chronique universelle de Martin de Troppau à la popularité des chroniques dédiées aux papes et aux empereurs et en déduit que le caractère universel du pouvoir de l'empereur était largement accepté, pourvoyant même le cadre de réflexion de la pensée politique de l'époque. A partir de son analyse des *Ystorie imperiales* de Giovanni Mansionario et du *Libellus augustalis* de Benvenuto da Imola, Anne Huijbers montre également la persistance du modèle impérial et insiste sur l'idée que, loin de s'opposer, l'héritage romain et l'Empire médiéval composaient une unité idéologique. Rino Modonutti analyse la relation d'Albertino Mussato avec Henri de Luxembourg. Il montre que Mussato avait une confiance profonde dans l'institution impériale et ses lois même s'il pouvait se montrer critique avec ses représentants. Alexander Lee explore lui aussi le discours des humanistes tout en se concentrant sur la figure de Louis de Bavière, le roi des Romains déposé en 1346. Comme il l'indique, au lieu d'utiliser son exemple pour discréditer l'Empire, les historiens l'ont simplement dépouillé de ses titres royaux et impériaux et ne l'ont plus appelé que 'duc de Bavière', prenant parti pour l'Empire contre le souverain déchu en procédant de la sorte. D'une manière générale, donc, les historiens ont continué à promouvoir le rôle eschatologique des (Saints) Empereurs romains dans la péninsule italienne et, ce faisant, sont restés très redevables aux traditions médiévales. Ce faisant, l'Empire est donc resté un cadre structurant majeur pour la compréhension de l'histoire et de l'action politique.

1. *Entre République et Empire*

Comme Anne Huijbers l'explique en introduction, bon nombre d'idées reçues ont longtemps entravé la compréhension de l'Empire et de ses rapports à l'humanisme italien. Ces idées reçues sont d'origines variées. Elles peuvent être le produit de nos propres catégories et schèmes de perception. C'est le cas lorsque l'on oppose de manière simpliste république et monarchie (et donc humanisme et Empire). En effet, l'opposition repose sur l'amalgame entre la *res publica* cicéronienne et le régime républicain qui est effectivement opposé dans son fonctionnement au régime monarchique. Or la *res publica* cicéronienne est plutôt l'équivalent de l'idée de bien commun et correspond à un principe moral de conduite et non pas à un régime en particulier. Elles sont aussi le produit de la construction des savoirs historiographiques. Au XIX^e siècle, l'histoire européenne comme discipline s'est construite par opposition à un Ancien Régime qui semblait être dépassé.

Cette construction a amplifié l'opposition entre monarchie et république, et donc aussi, l'opposition entre *res publica* / humanisme et Empire – l'exaltation pour les communes italiennes ayant elle aussi contribué à approfondir le fossé entre les deux.

La réflexion menée de manière judicieuse sur la polysémie de la notion de *res publica* devrait trouver son pendant dans l'analyse du concept d' 'Empire'. En effet, comme le montrent bien les différents cas d'étude, celui-ci peut revêtir des acceptions très différentes selon les auteurs, les publics et les contextes locaux. Le discours des humanistes italiens très général met en avant l'idée de l'empereur (ou l'Empire) comme garant de la paix et de la justice. En cela, il ne diffère pas du sens que l'entourage impérial lui donne au nord des Alpes. En est-il de même lorsque les auteurs italiens voient dans l'empereur le garant de la *libertas* des cités italiennes ? Concrètement, l'Empire pouvait revêtir des formes très diverses : ressource de légitimation (Cola di Rienzo), garant des privilèges établis (Charles IV à Florence), moyen d'imposer un changement de pouvoir (Henri VII et les exilés), modèle symbolique à imiter ou vague idéal du passé (restauration impériale). Par ailleurs, l'Empire – ou du moins le pouvoir impérial – apparaît dans un sens plus limité dans le modèle souvent évoqué d'un monde gouverné par les deux pouvoirs universels, ceux de l'empereur et du pape, sous la forme d'une relation égalitaire, d'un équilibre et d'une coopération. Dans tous ces cas de figure, il serait intéressant de voir si la présence de l'Empire chez les penseurs et les politiques italiens n'était rien d'autre qu'un mode de co-production des pouvoirs comme on l'observe au nord des Alpes dans la politique des empereurs vis-à-vis des pouvoirs urbains. Ainsi à Metz, ville d'Empire se présentant avec son arrière-pays comme une 'république' italienne, la seule option pour les empereurs de la Maison de Luxembourg était celle du soutien au patriciat, aux élites urbaines qui étaient un garant de stabilité face au Commun et à l'évêque.

C'est ainsi que s'élabora une construction conjointe ou une co-construction des deux pouvoirs, l'empereur et la ville d'Empire. Les Chroniques des empereurs 'luxembourgeois' de Jacques Dex, en réalité une histoire messine des liens inextricables entre la maison de Luxembourg et la 'République' de Metz, en gardent le souvenir dans la première moitié du XV^e siècle. Au-delà de ce cas exemplaire, la question de la co-production des pouvoirs entre empereurs et élites urbaines ou seigneuriales serait probablement un élément clé pour comprendre l'image positive que les humanistes italiens donnent de l'Empire.

2. *États, nations et Empire : traditions historiographiques et nouvelles approches méthodologiques*

Cet effort de déconstruction pour refonder sur de meilleures bases la réflexion historique est primordiale et fructueuse. On le voit dans une autre

malheureuse pseudo antinomie, celle qui oppose l'État-nation à l'Empire. Dans la ligne d'Ernest Gellner selon lequel il ne pouvait y avoir de nation que dans le contexte de « congruence » entre une ethnie et une organisation étatique, de nombreux historiens ont décidé de considérer l'Empire (et tout autre État composite) comme un obstacle majeur à l'émergence de nations à la fin du Moyen Âge – malgré les témoignages évidents des sources. Contre cette opposition inadéquate, Caspar Hirschi a montré, dans *The Origins of Nationalism: An Alternative History from Ancient Rome to Early Modern Germany* (2012), que la nation était le produit non seulement de l'Europe médiévale, mais surtout de l'Empire. Selon lui, l'émergence de la nation est due à la coexistence de deux phénomènes : d'une part, une culture impérialiste (à prétention universaliste) héritée de l'Antiquité romaine, de l'autre, une structure territoriale fragmentée composée d'entités étatiques de puissance équivalente (Empire, Papauté, France, Angleterre et, plus tard, Aragon). Et c'est donc la tension entre les deux phénomènes qui aurait engendré un fort désir d'affirmation nationale de la part de l'Empire et la nécessité de tenir à distance les autres nations nées du même processus (ces mêmes désir et nécessité se trouvant engendrés aussi dans les autres nations). De même qu'impérialisme et humanisme n'étaient pas incompatibles, nation et Empire avaient coexisté ; ils étaient même le revers et l'avvers de la même pièce.

Les traditions historiographiques ont la vie dure et malgré les efforts louables de s'en débarrasser, elles reviennent souvent par la petite porte. Il en est ainsi lorsqu'on interprète encore aujourd'hui le voyage italien d'Henri VII comme une expédition militaire qui aurait mal tourné à cause d'un manque flagrant de préparation et de méconnaissance du contexte italien. Les travaux récents ont montré la préparation minutieuse du voyage d'Henri VII à travers des contacts nombreux, au nord et au sud des Alpes, avec des 'Italiens' des milieux de la finance, du droit, de l'écrit et de la politique locale. Le schéma d'un empereur naïf qui aurait permis à son petit-fils plus réaliste 'd'apprendre sa leçon' doit du moins être fortement nuancé – et tenir compte de celle du fils (Jean l'Aveugle) qui pratique une politique 'impériale' sans être empereur, un cas de figure intéressant pour évaluer la portée de la notion d'Empire'. La présence prolongée d'Henri VII en Italie est d'ailleurs d'autant plus intéressante qu'elle pose toute une série de questions : la relation entre l'état de conflit et la naissance du discours sur l'Empire ; la place de ce discours dans l'argumentation des juristes italiens au service d'Henri VII (présence très importante et sous-estimée par la recherche) ; l'influence du transfert culturel nord-sud dans l'entourage 'italien' du souverain ; la place des 'penseurs' issus de milieux d'entre-deux (la Savoie pour Henri VII).

Par ailleurs, cette dernière notion de transfert, combinée avec celle de la convergence du 'local' et du 'global' (cf. ci-dessous), devrait nous inciter à des études comparées au sein des 'monarchies composites'. Dans le projet de recherche *Luxdynast*, il est apparu que le cas 'italien' n'était pas si spécifique, si différent par rapport à certains contextes au nord des Alpes. Pour ne citer qu'un exemple, il serait intéressant de comparer la situation italienne avec le

rôle de l'Empire dans l'évolution et le discours politique de la 'République' de Metz, ville-État comparable aux États urbains italiens et qui intégra l'Empire dans son historiographie pour mieux défendre sa *libertas* et sa forme de gouvernement.

3. *Du local au global, l'Empire au-dessus de ses 'régions' ? Le cas de la Bohême*

Dans le projet *Luxdynast* que nous avons codirigé à l'Université du Luxembourg de 2015 à 2018, nous avons été confrontés au même type de paradoxes superficiels – superficiels en ce qu'ils sont induits par nos traditions historiographiques et nos grilles de perception et d'analyse impropres aux sociétés médiévales et ne sont donc pas des paradoxes à proprement parler.

Le projet visait à examiner le fonctionnement du système politique caractérisant les territoires soumis à la domination de la dynastie des Luxembourg entre 1308 et 1437. La gestion d'un tel réseau territorial, qui englobait des traditions, des réalités politiques et des temporalités très disparates, en étant fondé sur un cumul des dignités par les mêmes personnes (comte/duc de Luxembourg, roi de Bohême, empereur, etc.) et une superposition des compétences qui complexifiaient les modalités de négociation, de prise de décision et d'intervention, impliquait une articulation permanente entre 'penser global' et 'agir local'. Un cumul et une superposition qui complexifiaient la prise de décision, tout en donnant, en même temps, plus de latitude aux différents acteurs de la sphère politique.

L'élection d'Henri VII comme roi des Romains en 1308 fut suivie de près par l'élection de son fils Jean comme roi de Bohême en 1310. Cette première séquence temporelle très resserrée s'avéra décisive parce qu'elle impliqua d'emblée différents niveaux d'intervention, différents acteurs dont les intérêts, tout aussi différents, convergèrent brusquement. Or cette notion de convergence (qui est aussi au cœur des discours politiques actuels avec notamment le slogan de 'convergence des luttes' pour rassembler à gauche) est centrale pour comprendre l'unité d'éléments qui peuvent sembler opposés et incompatibles au premier abord. Au niveau impérial, les grands-électeurs souhaitaient échapper au cercle habsbourgeois. Dans le royaume de Bohême, l'arrivée de Jean devait être le remède aux troubles entraînés par l'extinction de la dynastie des Přemyslides en 1306. Là aussi, l'idée était de tenir à distance les prétendants habsbourgeois et de mettre un terme au règne d'Henri de Carinthie qui s'était montré incapable de pacifier et de gouverner le pays. Parallèlement, les nobles entendaient profiter de la faiblesse d'un roi étranger et jeune. De l'autre côté, pour la dynastie des Luxembourg, ces deux élections étaient une aubaine et allaient constituer l'assise de son expansion fulgurante. Chaque acteur ou groupe espérait tirer avantage de ce qui était négocié, en suivant une stratégie plus ou moins définie. Mais si les attentes semblaient comblées aussi bien pour les grands-électeurs que

pour les Luxembourg, ainsi que pour la noblesse de Bohême qui s'affirma alors comme partenaire exclusive du roi, la situation ne tarda pas à se révéler plus problématique que prévu. Les grands-électeurs n'avaient pas prévu que les Luxembourg scelleraient leur destin à celui de la Bohême, qu'en élisant Henri VII, ils avaient renforcé le pouvoir de l'empereur. De leur côté, les nobles tchèques n'avaient pas non plus prévu que les Luxembourg s'installeraient durablement à la tête de leur pays et qu'ils allaient consolider de cette manière les prétentions impériales de la famille et les rêves de Charles de faire de l'Empire un héritage quasi-personnel. D'un autre côté, cependant, la concentration sous l'autorité de la dynastie des Luxembourg de l'Empire et de la Bohême, entités jusqu'alors régulièrement en guerre l'une contre l'autre, avait ouvert une période d'accalmie et de consolidation dans la région centre-européenne.

Le cas bohémien diffère de l'italien en ce que la Bohême est un État central de l'Empire et nullement périphérique. L'historiographie traditionnelle n'y a donc jamais décelé une perte d'autorité de l'Empire comme pour l'Italie. Néanmoins, on observe des stratégies similaires de mise à profit d'un pouvoir universel légitimant dans le cadre d'une situation locale où le rôle de l'Empire n'allait pas de soi au départ. Quand Albert de Habsbourg s'est mêlé de la situation de la Bohême en 1306 et a installé son fils Rodolphe sur le trône tchèque, cela a déchaîné la désapprobation. L'attitude d'Albert était perçue comme une intrusion dans les affaires des Tchèques. Alors que dans les faits, les Tchèques réitérèrent la même expérience en 1310 quand, après la mort de Rodolphe (1307) et le règne désastreux d'Henri de Carinthie, ils décident de se tourner vers le nouveau roi des Romains, Henri VII, élu après la mort d'Albert de Habsbourg en 1308. La Bohême était fief d'Empire mais dans le premier cas, les nobles et abbés du pays ont essayé jusqu'au bout de faire valoir la coutume locale et le droit des barons tchèques à élire leur roi en cas d'extinction dynastique. Dans le second, ils ont décidé d'utiliser le pourvoir de nouveau roi des Romains pour changer la donne à l'intérieur du pays et évincer Henri de Carinthie qui n'était pas parvenu à faire l'unanimité. Comme dans le cas des relations entre l'Italie et l'Empire, l'historiographie a amplifié une différence d'interprétation qui s'enracinait dès la période contemporaine, minimisant le rôle de l'Empire et insistant sur celui des abbés et des barons tchèques partis négocier avec Henri VII dès 1309. En réalité, dans les deux cas, l'empereur avait le fin mot en tant que suzerain de la Bohême. Dans le deuxième cas, la différence tient simplement au fait que, cette fois-là, les Tchèques et l'empereur partageaient les mêmes idées.

Tout cela confirme donc la conviction soutenue dans le volume coordonné par Anne Huijbers et dédié au rôle persistant de l'Empire en Italie comme source de légitimation et, plus largement, cadre de réflexion. De manière intéressante, les résultats apportés concernant le domaine des idées et de la pensée politique confirment ce qui s'observe plus concrètement sur le plan de l'action politique. Dans la théorie comme dans la pratique, l'idée et la réalité de l'Empire font de son chef un acteur incontournable. Ce volume est donc

[8] Éloïse Adde, Michel Margue

une contribution importante dans la mesure où il offre une réflexion interdisciplinaire riche en guise de réponse à une question clairement formulée à laquelle chacun des contributeurs a essayé de répondre sur la base de cas précis richement documentés.

Éloïse Adde
Central European University
AddeE@ceu.edu

Michel Margue
Université du Luxembourg
michel.margue@uni.lu